



La Turquie veut détrôner l'UE dans le commerce avec l'Algérie

# Erdogan en visite à Alger

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4412 - Mardi 27 février 2018 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

## Des braqueurs de magasins et un escroc arrêtés

Page 24

## Réunion avec des syndicats et des associations des parents d'élèves Benghebrit alertée sur l'impact de la grève sur la scolarité des élèves

Page 3

### La perceptible crainte américaine

Par Mohamed Habili

**A**ux dires des Sud-Coréens, les dispositions des Nord-Coréens de parler aux Américains sont bien réelles. Or ces derniers non seulement feignent de ne pas entendre le message, mais ont cru opportun de prendre de nouvelles sanctions contre Pyongyang, faisant coïncider cette décision quasiment avec l'arrivée de la fille de leur président à Séoul, voyage destiné autant, sinon plus, à effacer le souvenir de la sœur de Kim Yo-jong, la sœur du monarque nord-coréen, qu'à représenter son pays à la clôture des Jeux d'hiver. Faut-il comprendre que cette coïncidence est d'autant moins le fruit du hasard qu'elle est la réponse des Américains à ce qui semble être une offre indirecte de dialogue faite par la Corée du Nord ? Il y a au moins une bonne raison de le penser : l'habitude prise par les Américains de sévir contre la Corée du Nord quand celle-ci procède à un tir de missile ou à un essai nucléaire, non quand elle se tient coïte, ou qu'elle cherche à prendre langue avec eux. Certes, on ne connaît pas d'exemple de sanctions prises par eux au titre de rebuffade suite à une ouverture nord-coréenne. C'est d'ailleurs ce qui explique qu'en l'occurrence les observateurs aient été pris de court. Tout s'est passé, en fait, comme si les Etats-Unis avaient voulu sanctionner la Corée du Nord pour quelque chose qui en principe aurait dû leur plaire.

Suite en page 3

## Lait, céréales et sucre

# La facture d'importation alimentaire a flambé



La facture d'importation des produits laitiers, céréales, sucre et sucreries a connu une hausse en janvier 2018, ont affirmé les Douanes. En effet, elle a atteint 830 millions de dollars, soit près de 3 millions de plus que l'année écoulée. Lire page 2

Prise en charge de 1 200 victimes en détresse

## Violences faites aux femmes, un fléau persistant

Page 2

Amendement de la loi sur le patrimoine

## Une rencontre nationale à Alger d'ici deux mois

Page 13

Lait, céréales et sucre

# La facture d'importation alimentaire a flambé

■ La facture d'importation des produits laitiers, céréales, sucre et sucreries a connu une hausse en janvier 2018, ont affirmé les Douanes. En effet, elle a atteint 830 millions de dollars, soit près de 3 millions de plus que l'année écoulée.

Par Thinhinene Khouchi

Selon le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes, «la facture d'importation des produits alimentaires a atteint les 838 millions de dollars en janvier 2018 contre 747 millions de dollars

## Hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira Une délégation franco-algérienne de médecins en visite

UNE DÉLÉGATION franco-algérienne de médecins et de paramédicaux est en visite de travail depuis dimanche à l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira, dans le cadre d'une coopération entre les deux pays, a indiqué le directeur de l'établissement, Djamel Boutmer. La délégation est formée de 30 membres, entre médecins spécialistes, paramédicaux et sages-femmes français, franco-algériens et algériens établis en France. Elle se trouve depuis dimanche à Bouira dans le cadre d'une visite organisée par l'Association amitié populaire franco-algérienne (APFA) sur invitation des autorités de la wilaya ainsi que du ministère de la Santé, a expliqué M. Boutmer dans une déclaration à la presse. «La mission de cette délégation s'inscrit dans le cadre des échanges de coopération entre l'Algérie et la France. Elle vise à transmettre le savoir-faire et les expériences aux médecins de Bouira dans des spécialités liées à la chirurgie infantile, l'orthopédie, la chirurgie générale et la cancérologie», a-t-il détaillé. Selon M. Boutmer, les médecins français et franco-algériens vont effectuer des opérations chirurgicales sur de grands malades. «Nous avons mis à leur disposition d'importants moyens», a-t-il affirmé. Il a également précisé qu'une journée de formation était prévue lundi au niveau de la bibliothèque centrale de la ville de Bouira. De son côté, le président de l'APFA, le docteur Korib Hocem, a indiqué que 3 000 opérations et 6 000 consultations spécialisées ont été effectuées par cette délégation depuis 2014 en Algérie.

H. Y.

durant la même période de 2017, soit une hausse de 12,2%». Concernant les principaux produits alimentaires, la facture d'importation du sucre et sucreries a bondi à 114,6 millions de dollars contre 96 millions de dollars, en hausse de 19,46% entre les deux périodes de comparaison. Même tendance pour le lait et produits laitiers qui ont été importés pour 153,63 millions de dollars en janvier 2018 contre 145,23 millions de dollars en janvier 2017. Concernant le lait, le directeur de la régulation au ministère de l'Agriculture indique que «ce n'est nullement le fruit d'opérations de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (Onil)», qu'il qualifie de «stable». Il s'agit, selon lui, d'importations «des entreprises privées». Les importations des céréales, semoule et farine ont grimpé à 253,13 millions de dollars contre 240,61 millions de dollars. Le café et le thé ont également enregistré une hausse des importations qui se sont chiffrées à 29,52 millions de dollars contre 28,7 millions de dollars. Par contre, sur l'ensemble des principaux produits alimentaires, seules les importations des viandes et des légumes secs ont enregistré une baisse. Ainsi, les viandes ont été importées pour un montant de 6,7 millions de dollars en janvier 2018 contre 17,56 millions de dollars en janvier 2017, en recul de 62%, détaille le Cnis. La facture d'importation des légumes secs et autres a atteint 56,7 millions de dollars contre 58 millions de dollars. En dehors de ces six principaux produits, le reste des pro-



Ph.D. R.

duits alimentaires a été importé pour près de 224 millions de dollars en janvier 2018 contre 161 millions de dollars en janvier 2017, en hausse de 40%. Concernant les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le Groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont baissé à 64,7 millions de dollars en janvier 2018 contre près de 88 millions de dollars en janvier 2017, en baisse de 26,3%. Ainsi, la facture globale des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire a coûté 902,73 millions de dollars en janvier 2018 contre 835 millions de dollars en janvier 2017, en hausse de 8%. Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits ali-

mentaires, ont été mis en place et applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 dans le but de réduire le déficit commercial et de promouvoir la production nationale. Il a ainsi été décidé la suspension provisoire d'importation de 851 produits dont des biens alimentaires tels les fromages, yaourts et produits lactés, fruits secs, fruits frais (à l'exception de la banane), légumes frais (à l'exception de l'ail), viandes (à l'exception de certaines catégories), dérivés de maïs, préparation de viandes, préparation de poissons, sirop de glucose, chewing-gum et bonbons, chocolats, produits de viennoiserie, pâtes alimentaires, dérivés de céréales, conserves de légumes, tomates préparées ou conservées, confitures et gelées, fruits conservés ou préparés, jus, préparations alimentaires, préparations pour

soupes et potages, eaux minérales, pigments, arômes, papiers d'hygiène, dextrine et autres amidons. En outre, concernant les mesures à caractère tarifaire prévues par les dispositions de la loi de finances pour 2018, il a été procédé à l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation au taux de 30% pour le saumon, fruits secs sans coques et autres fruits séchés, épices, sucreries, confiserie, préparations à base d'extraits et d'essence (liquide et autres). Il a également été relevé les droits de douane pour les graines de tournesol, les préparations d'arachides, confitures, compléments alimentaires, sodas, eaux minérales et autres boissons.

T. K.

Prise en charge de 1200 victimes en détresse

## Violences faites aux femmes, un fléau persistant

Les chiffres de la brutalité dans les ménages en Algérie demeurent alarmants. Pourtant, la législation a changé car depuis 2015 une loi protégeant les victimes a été adoptée. Un texte qui renforce les peines contre toute forme de maltraitance, cela va du harcèlement de rue jusqu'au viol conjugal. Bien que celles-ci jouissent de plus de droits, les femmes n'osent toujours pas porter plainte. Il reste encore beaucoup à faire pour briser la loi du silence. Au total, 1 200 femmes victimes de violence ont été prises en charge au niveau des structures relevant du ministère de la Solidarité, a indiqué Ghania Eddalia. Des statistiques qui cachent sûrement une réalité encore plus terrible, face à celles qui se taisent, trop honteuses d'avouer qu'elles sont battues. Aujourd'hui, comme on le voit, les violences faites aux femmes

prennent l'ampleur d'une pandémie. Elles portent gravement atteinte aussi bien à la santé publique qu'aux droits de l'Homme. Les enquêtes et les études menées dans notre pays ont dévoilé la proportion prise par les violences physiques, sans pour autant réduire la portée des autres souffrances éprouvées par les victimes qui, pour des raisons liées surtout à l'environnement et au niveau culturel, sont cachées dans la plupart des cas : violence psychologique, harcèlement sexuel, viol, inceste, etc. «La base de données (statistiques), établie pour le nombre de femmes violentées dans notre pays, nous permettra de mettre en place une stratégie efficace pour lutter contre ce phénomène et prendre en charge les cas existants. 1 200 cas ont été pris en charge par l'Etat à travers les deux centres qui sont

fonctionnels», a expliqué le ministre lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite à Bouira, où elle a inspecté des projets et des services relevant de son secteur. «La prise en charge de ces 1 200 cas est temporaire, car nous avons des équipes de médiation installées au niveau des directions de l'action sociale des différentes wilayas afin de tenter d'apporter des solutions aux quelques problèmes sociaux et familiaux, et pour insérer ces femmes dans la vie professionnelle et sociale», a ajouté M<sup>me</sup> Eddalia. La ministre a assuré, en outre, que les chiffres établis permettent aussi à son département de connaître les différents types de violence faite aux femmes, afin de trouver les moyens et les solutions d'y pallier, précisant que les deux centres fonctionnels sont des centres de prise en

charge, de suivi et d'accompagnement ouverts sur la société. Par ailleurs, Ghania Eddalia a annoncé, au cours de sa visite, un quota de 1 700 microcrédits accordés à la wilaya de Bouira dans le cadre du programme 2018, ainsi qu'une enveloppe financière pour la formation de 400 personnes désirant créer leurs micro-entreprises dans le cadre du programme de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem). La ministre a fait savoir, par ailleurs, que quelque deux millions de personnes atteintes de maladies chroniques et les personnes âgées bénéficieront de la subvention de l'Etat à travers le pays, précisant que près de 18 000 personnes sont concernées dans la wilaya de Bouira par cette prime forfaitaire.

Meriem Benchaouia

La Turquie veut détrôner l'UE dans le commerce avec l'Algérie

## Erdogan en visite à Alger

■ Comme prévu, Alger a été hier après-midi la première halte du président turc Recep Tayyip Erdogan, dans le cadre de sa tournée africaine qui devra le mener aussi en Mauritanie, au Sénégal et au Mali. En effet, à l'invitation du Président Bouteflika, il effectue une visite officielle de deux jours en Algérie pour une offensive économique devant détrôner l'UE dans les échanges commerciaux avec l'Algérie.

Par Lynda Naili

Une visite qui devra impulser un nouvel élan aux relations et partenariat entre Alger et Ankara, selon un communiqué de la présidence. Durant son séjour, le chef de l'Etat turc partagera avec son homologue Abdelaziz Bouteflika ses «analyses de la situation régionale et internationale, notamment au Moyen-Orient, au Maghreb et au Sahel», selon la même source. A son arrivée, le président turc s'est entretenu avec le Premier ministre, Ahmed Ouyahia. Un entretien qui se soldera par la signature d'accords de coopération dans le domaine économique. Aujourd'hui, ce sera le tour respectivement de Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la national, et de Saïd Bouhadja, président de l'Assemblée populaire nationale, de s'entretenir avec Erdogan dans sa résidence à Zeralda. Par la suite, en début d'après-midi, il présidera avec Ouyahia le Forum d'affaires algéro-turc qui verra la participation d'un grand nombre d'entreprises algériennes et turques pour «donner un élan accru aux échanges et aux partenariats entre les économies algérienne et turque». Suite à quoi, il sera reçu par le Président Bouteflika, avant de procéder à l'inauguration de la Mosquée Ketchaoua d'Alger, monument historique situé à la Place des martyrs-Centre d'Alger, dont les travaux de rénovation ont été financés par Ankara. A ce propos, à la veille de son déplacement algérois, dans une interview accordée au quotidien national Echorouk, publiée hier, Erdogan a affiché la disposition de son pays à soute-



P.V.D. R.

2005, Ankara souhaite la signature d'un accord de libre-échange avec l'Algérie.

### «L'Algérie, un monument de stabilité dans la région»

Par ailleurs, s'agissant du volet géopolitique, Erdogan a estimé que l'Algérie est «un pays émergent», «un monument de stabilité dans une région qui connaît des perturbations continues». «En plus de cela, ajoutera-t-il, l'Algérie joue un rôle essentiel dans la réalisation de la sécurité et de la stabilité. Nous faisons confiance à l'économie algérienne. Nous avons également une histoire, des actes héroïques et un héritage culturel commun avec l'Algérie». «A partir de cela, conclura-t-il, nous souhaitons que notre relation s'intensifie durant ma visite. Nous allons proposer l'approfondissement de la coopération entre nos deux pays dans les domaines politique, économique, culturel et touristique, en plus des domaines de l'énergie et de la sécurité». Ceci avant d'évoquer «certains allègements» pris par son pays en termes de visas en vue d'assurer des entrées plus grandes pour le tourisme algérien». Erdogan a également manifesté la disposition de la Turquie pour contribuer davantage dans la réhabilitation de l'héritage culturel ottoman en Algérie. La fin du déplacement algérois du président turc est prévue pour demain. Rappelons, à ce sujet, qu'il s'agit de la troisième visite officielle de Tayyip Erdogan en Algérie, après celles effectuées en novembre 2014 et juin 2013 en qualité de Premier ministre.

L. N.

Réunion avec des syndicats et des associations des parents d'élèves

## Benghebrit alertée sur l'impact de la grève sur la scolarité des élèves

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a reçu des représentants de partenaires sociaux et des syndicats signataires de la Charte d'éthique du secteur, à la demande de ces derniers, pour discuter des derniers développements du secteur, affirmant qu'elle poursuivra la politique de dialogue avec le partenaire social.

Le ministère de l'Éducation nationale a entamé de nouvelles rencontres avec les syndicats du secteur pour examiner les questions en suspens et trouver des solutions. En effet, la première responsable du secteur de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, s'est réunie, dimanche, au siège de son département, avec des partenaires sociaux signataires de la Charte d'éthique du secteur, à la

demande de ces derniers. Selon un communiqué du ministère, il s'agit de la Fédération nationale des travailleurs de l'Education (Fnste), du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), du Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'Education nationale (Snccopen), du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement primaire (Snapep), de la Fédération nationale des associations des parents d'élèves (Fnape) et de l'Association nationale des parents d'élèves (Anpe), selon la même source.

La rencontre a porté sur les derniers développements survenus dans le secteur de l'Education nationale, sur fond de grève illimitée et de ses répercussions sur la scolarité des

élèves, a indiqué la même source, précisant que les représentants des syndicats et associations avaient proposé de mener une action commune au profit des élèves consistant à les sensibiliser à rester au sein de leurs établissements éducatifs et à les exhorter à ne pas adhérer à des actions qui ne servent pas leurs intérêts pédagogiques. Des pré-occupations socioprofessionnelles communes entre les différents partenaires sociaux du secteur de l'Education nationale ont également été débattues lors de cette rencontre.

### Benghebrit accuse les syndicats de pousser les élèves à sortir dans la rue

Dans une déclaration, hier à la radio, la ministre de

l'Education a accusé ouvertement les syndicats d'«inciter les élèves à sortir dans la rue» pour réclamer la réhabilitation de leurs enseignants. La ministre a tenu à expliquer que le licenciement des enseignants s'est fait en toute légalité, sur la base des décisions de justice et après plusieurs séances de négociation.

En revanche, la ministre indique que les portes du dialogue sont ouvertes et que les enseignants exclus ont toujours la possibilité de faire un recours auprès de la commission paritaire, prévue dans les textes de la Fonction publique.

Cette déclaration intervient alors que le Cnapeste a tenu hier, son conseil national extraordinaire pour discuter des suites à donner au mouvement de grève.

Pour rappel, la ministre a affirmé qu'elle était disposée à ren-

## LA QUESTION DU JOUR

### La perceptible crainte américaine

Suite de la page une

Ce quelque chose serait double : l'opération de charme réussie accomplie par Yo-Jong lors de l'ouverture des Jeux d'une part, au point que sa présence a pris le pas sur l'événement, et d'autre part, l'offre de dialogue faite par eux par l'intermédiaire de la Corée du Sud. A vrai dire, il y a un troisième motif de mécontentement pour les Etats-Unis dans le cadre de cette hypothèse : le fait que les athlètes coréens aient défilé ensemble lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux. Pour la première fois, les Américains ont ainsi paru craindre que les deux Corée finissent par s'entendre sans devoir pour cela passer par eux, en les court-circuitant autrement dit. Il se trouve que cette perspective pourrait bien être sérieusement caressée par le président sud-coréen, Moo Jo-in, qui, on s'en souvient, a été en partie élu sur un programme de rapprochement avec le voisin du nord. C'est d'ailleurs à ce programme qu'est dû le fait que les athlètes des deux pays ont formé un seul carré lors de la cérémonie d'ouverture. A la lumière de tout cela, on s'explique assez bien que les Américains aient pris des mesures de rétorsion alors qu'on n'aurait pas été étonné d'apprendre qu'ils ont au contraire allégié sinon annulé certaines de celles qu'ils avaient adoptées précédemment. Reste que pour une fois que la Corée du Nord au lieu de faire étalage de ses capacités de destruction massive s'est lancée dans une offensive de séduction, les Etats-Unis ont réagi quasiment de la même façon que si elle avait procédé à un essai nucléaire.

On peut même se demander si sur eux la visite inattendue de la sœur de Kim Jong-un à Séoul n'a pas eu un effet plus irritant encore. Sans cette visite, et surtout sans le pouvoir de séduction personnel de Kim Yo-Jong, ce n'est pas Ivanka Trump qui aurait été envoyée en représentation à Séoul, pour la clôture des Jeux. C'est que les Etats-Unis en ont conçu la peur que les Coréens se montrent par trop sensibles à l'appel du sang, et n'aient dès lors qu'une seule envie : se réconcilier avec l'autre partie d'eux-mêmes.

M. H.

contrer le Bureau national du Cnapeste à condition de suspendre la grève, ce qu'elle avait demandé lors de sa réunion avec le coordonnateur national du Cnapeste, le 29 janvier dernier, avant l'entame de la grève.

Louiza Ait Ramdane

Blida

# Les joyaux de la présence ottomane face à l'usure du temps

■ De nombreux monuments historiques emblématiques de la présence ottomane en Algérie subsistent dans la ville de Blida, dont la population a sauvé jusqu'à nos jours nombre de coutumes et us hérités de cette époque et préservé la dénomination de plusieurs quartiers et sites connus, qui semblent tant bien que mal résister à l'usure du temps.

Par Hania F.

Le quartier «Douirette», également connu par «H a i O u l e d Essoultane», le palais Aziza ou encore le siège de la commune de Blida, au même titre que nombre de mosquées et ruelles de la ville des Roses font partie de ces sites emblématiques, à haute valeur culturelle et historique. L'architecture du quartier «Douirette», construit au XV<sup>e</sup> siècle, est similaire à celle de La Casbah d'Alger, à quelques détails près, relatifs notamment aux toitures des maisons, faites en tuiles à Douirette, alors que celles de La Casbah sont surmontées de terrasses, selon l'historien attiré de la ville de Blida, Youcef Ouraghi. L'autre particularité de ces maisons est que chacune d'elles compte plusieurs chambres de forme rectangulaire de 6 à 10 m de long, sur 3 m de large, construites de façon à entourer un patio disposé au centre, que les familles s'ingéniaient à agrémenter de plantes ornementales, généralement du jasmin et des citronniers. De nos jours, aucune touche d'esthétique n'est plus



Au centre-ville, la mosquée Stambouli

visible dans ce vieux quartier, également de style mauresque, tel que voulu par le fondateur de la ville de Blida, Sid Ahmed Lekbir (XVI<sup>e</sup> siècle). Le temps et les modifications apportées par ses habitants ont fini par faire disparaître son cachet originel et ainsi toutes les touches attestant de l'histoire andalouse de ce quartier. En dépit de son patrimoine culturel riche à plus d'un titre, ce vieux quartier historique de plus de 30 000 âmes ne compte aucun centre culturel, ni association dédiée à la préservation de son patrimoine et de sa mémoire, déplorent ses habitants. Aussi, nulle pancarte ne signale aux visiteurs l'existence du site au niveau d'aucune de ses entrées.

## Le palais Aziza en attente de restauration

Le palais Aziza, édifié par le Dey Mustapha Pacha pour sa fille Aziza, fait partie des monuments historiques d'une importance extrême à Blida. Selon Youcef Ouraghi, son édification remonte à l'époque ottomane, précisément au début du XV<sup>e</sup> siècle. Aussi, son architecture est fort similaire à celle du palais Aziza de La Casbah d'Alger. Erigé dans la commune de Beni Tamou, ce palais servait de rési-



dence de vacances pour la famille du Dey, qui y trouvait un espace naturel privilégié, entouré d'orangers et de bigaradiers et disposant de toutes les commodités nécessaires pour la cour. Son autre spécificité est qu'il est l'unique monument historique de la wilaya ayant résisté au séisme de 1825. Toutes les bâtisses de l'époque avaient été détruites à l'exception de ce monument édifié par les Turcs selon des normes parasismiques forts similaires à celles actuellement en vigueur, selon des spécialistes du domaine. Objet de convoitises, la bâtisse avait été exploitée au début du colonialis-

me français en tant que prison centrale. Les détenus étaient exploités dans la réalisation de routes, de travaux hydrauliques et pour l'agriculture. Le palais fut, ensuite, transformé en caserne militaire, au déclenchement de la Guerre de libération nationale, avant de devenir une résidence pour le parachutiste sanguinaire Lagarde, jusqu'en 1962. Aujourd'hui, il est aisé pour le visiteur de constater les profondes modifications subies par la structure de ce palais, s'étalant sur une surface de 560 m<sup>2</sup>, à l'exemple d'un mur érigé au milieu du couloir du premier étage défigurant complètement la structure, des escaliers construits dans la cour du palais, ou encore la fermeture des portes en voûte afin de séparer

la liste du patrimoine local de la wilaya». La direction de la culture entend par cette démarche proposer ce site au classement afin d'en faire un musée culturel, qui préservera l'histoire et le patrimoine de la ville de Blida.

## Les autres sites emblématiques de la présence ottomane

Le bâtiment abritant le siège de la commune de Blida fait également partie des sites emblématiques de la présence ottomane dans cette région de la Mitidja. Cette bâtisse historique, qui faisait partie des propriétés d'Ibrahim Agha, jouit d'un grand intérêt auprès des visiteurs de la ville, qui l'apprécient particulièrement pour son architecture singulière «très ottomane», attestée par ses colonnes, ses portes en bois et la cour avec son jet d'eau et ses plantes ornementales. Ces vestiges témoignent d'une époque révolue, en dépit des modifications apportées par l'occupant français, qui en a fait un siège de commune en 1848, après son aménagement en bureaux ainsi qu'en ateliers de menuiserie et équestre, entre autres. Plus tard, la bâtisse a subi plusieurs actions de «restauration impromptue», qui à chaque fois, «l'ont détériorée un peu plus», a déploré, à ce propos, M. Ouraghi. La dernière «restauration» en date a été apportée par l'ex - P/APC, qui a remplacé les portes en bois de la bâtisse en portes aluminium et retiré les appuis des fenêtres en marbre. Ce triste sort n'a pas non plus épargné «Zenkette El Bey» (ou la rue d'El Bey), qui renfermait à l'époque des bureaux administratifs relevant du Bey et dont il ne reste aujourd'hui que le nom, après la démolition, par un particulier, de la maison historique du Bey pour y édifier un bâtiment moderne. A l'opposé de ces vestiges non sauvegardés, les mosquées «Ben Saadoun» et «El Hanafi», deux hauts lieux de culte de la région, continuent aujourd'hui, d'être le point de convergence d'un nombre considérable de fidèles, tout en remplissant leur mission culturelle et sociale. La mosquée «Ben Saadoun Ben Mohamed Ben Baba Ali» a été construite vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, tandis que celle d'El Hanafi, une mosquée antique portant le nom de l'imam «Mustapha Stambouli», fut construite en 1750, à l'époque ottomane, pour y effectuer la prière selon le rite hanafite, mais c'est le rite malékite, fort répandu dans le Maghreb arabe, qui y est pratiqué de nos jours. A l'Agence nationale d'archéologie et de protection des sites et monuments historiques, on déplore néanmoins que «les actions de restauration entreprises, depuis lors, à leur profit, n'ont pas obéi aux normes requises en la matière».

H. F./APS

Oran

## Des sites historiques en instance de classification

La classification de sites historiques et architecturaux à Oran dont certains remontent à l'époque ottomane, est en instance depuis des années à cause de réserves formulées par la commission nationale du ministère de la Culture, a-t-on appris de la direction de wilaya chargée de ce secteur. Dans ce cadre, la commission nationale relevant du ministère de la culture a donné en 2015 son aval pour la classification du site des «bains turcs», après la levée des réserves concernant l'aspect juridique de ce site, a souligné le chef du bureau du patrimoine de la DWC. Ce site, implanté dans

le vieux quartier de Sidi Houari, où active l'association «Santé Sidi Houari» (SDH), en vertu d'un document délivré par la wilaya, remonte à l'époque ottomane puisque édifié par par Bey Bouchelaghem en 1708. Le fort de Santa Cruz, situé sur les hauteurs du mont de Murdjadio, remontant à l'époque espagnole a été programmé pour sa classification depuis deux ans, après que la direction de la culture ait relevé les réserves concernant son aspect juridique, a ajouté Djamel-Eddine Barka. La classification du théâtre régional «Abdelkader Alloula», situé en plein centre-ville d'Oran, a été

retardée aussi pour non achèvement des documents de son dossier nécessitant des informations sur l'histoire, les spécificités de construction, a ajouté le même responsable signalant que ce dossier est bloqué au niveau du ministère. «Nous n'avons pas trouvé de spécialistes pour répondre à ces demandes», a expliqué le même responsable. M. Barka a en outre souligné que la classification des sites n'est pas simple et la constitution de dossier peut durer des années pour son étude. L'autre écueil rencontré est celui relatif à l'absence de spécialistes qualifiés en arché-

logie à la direction de la culture pour lever des réserves auprès de la commission nationale chargée de la classification au niveau du ministère de la culture. Le vieux quartier Sidi Houari, premier noyau de la ville d'Oran, a été classé en 2015 comme secteur conservé et sa décision a été publiée la même année. La proposition de classification a été possible suite à la demande de ses habitants. La wilaya d'Oran compte 33 sites classés dont 24 situés à Sidi Houari remontant aux périodes préhistorique, romaine, méridine, espagnole, ottomane et à la colonisation française. H. Y.

## Pétrole

# Le prix du panier de l'Opep à plus de 64 dollars

■ Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi vendredi à 64,16 dollars le baril, contre 63,08 dollars la veille, a indiqué l'Organisation sur son site web.

Par Assia D.

Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Vendredi, à Londres, le Brent a terminé en hausse de 92 cents à 67,31 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), tandis que le baril de light sweet crude (WTI), le WTI a pris 78 cents pour clôturer à 63,55 dollars sur le New York Mercantile Exchange. En Asie, les cours du pétrole poursuivaient leur hausse lundi, encouragés par des déclarations saoudiennes sur la limitation de la production d'or noir.

Le baril de Brent, référence européenne, également pour livraison en avril, prenait 17 cents à 67,48 dollars. Le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en avril, gagnait 23 cents à 63,78 dollars dans les échanges électroniques. Samedi, le ministre saoudien de l'Energie, Khalid al-Falih, a déclaré que la production de son pays pour les trois premiers mois de l'année devrait être inférieure aux seuils fixés par l'accord sur la limitation des extractions conclu entre l'Opep et d'autres producteurs comme la Russie. Il a également avancé qu'en 2019, le royaume souhaitait relever les seuils mais



d'une façon qui ne perturbe pas le marché. Pour rappel, l'Organisation des pays exporta-

teurs de pétrole (Opep) et ses partenaires ont réduit leur production en janvier dernier au-

delà de leurs engagements, atteignant un taux de conformité «exceptionnel» de 133%, selon le

Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep et non Opep (JMMC). Toutefois, ce Comité a noté «la volatilité récente du marché» tout en soulignant «l'importance de la vigilance et la nécessité d'éviter toute complaisance». Il a également précisé que «les performances n'étaient pas uniformes et que la conformité était renforcée par plusieurs pays sur-performants», et a donc «exhorté tous les pays participants à poursuivre et, dans la mesure du possible, à intensifier leurs efforts collectifs et individuels afin d'accélérer le rééquilibrage» du marché du pétrole. Le JMMC a affirmé qu'il s'efforcera tout au long de l'année 2018, de maintenir ou de dépasser la conformité totale de tous les pays participants. Depuis fin 2016, l'Opep s'est associée à 10 autres producteurs, dont la Russie, pour limiter leur production, éclipser les stocks et ainsi permettre aux prix de remonter. Cet accord, qui a déjà été renouvelé deux fois, doit pour l'instant prendre fin 2018.

Dans son dernier rapport, l'Opep a une nouvelle fois revu à la hausse ses prévisions de l'offre américaine cette année, qui selon elle «demeure préoccupante», alors que les prix ont chuté la semaine dernière. Ainsi, l'organisation a revu à la hausse la croissance de l'offre non-Opep pour 2018, croissance qui devrait atteindre 1,4 million de barils par jour (mbj) (contre une croissance de 1,15 mbj attendue le mois dernier) pour atteindre une offre totale moyenne de 59,26 mbj. Les Etats-Unis ont majoritairement contribué à cette révision avec +0,16 mbj. L'Opep a ainsi souligné que «la hausse de la production aux Etats-Unis demeure préoccupante» alors que l'Organisation et ses partenaires, dont la Russie, ont scellé fin 2016 un accord de réduction de leur production visant à rééquilibrer l'offre et la demande mondiale et à faire remonter les prix. En janvier, les 14 pays de l'Opep ont pompé un total de 32,30 mbj, soit une diminution de 8 000 barils par jour par rapport à décembre, selon des sources indirectes.

Younès F.

A. D./APS

## Voyages, transports et équipements hôteliers

### Affluence de 10 000 visiteurs au Salon «SIAHA» d'Oran

Quelque 10 000 visiteurs de différentes wilayas du pays ont afflué au Salon international des voyages, transports et équipements hôteliers, dont la 9<sup>e</sup> édition a pris fin au Centre des conventions «Mohamed Ben Ahmed» d'Oran. Une augmentation de près de 15% par rapport à l'édition précédente a été enregistrée en termes de visiteurs, notamment des professionnels, dont des investisseurs et des intéressés par le tourisme venus prendre s'informer des destinations proposées par les agences de voyages, selon les organisateurs. La même source a fait savoir, d'autre part, que des conventions de partenariat ont été signées entre des agences touristiques pour œuvrer ensemble dans la programmation de voyages, notamment à l'intérieur du pays en vue de promouvoir cette destination et fixer des prix compétitifs pour attirer des touristes et des visiteurs, ainsi qu'avec des opérateurs spécialisés dans la vente de voyages à des agences touristiques. Les stands des équipements hôteliers, de l'ameublement et de la décoration d'hôtels ont été les plus visités, a-t-on fait remarquer. Quelque 200 expo-

sants algériens et étrangers ont pris part à cette édition avec la présence de 10 pays dont la Tunisie, le Maroc, la Turquie, l'Egypte, la Thaïlande, les Emirats arabes unis, l'Espagne et l'Inde. Cette édition vise à promouvoir, pendant quatre jours, la destination Algérie et faire connaître les produits de l'été 2018 et les atouts touristiques nationaux, en plus de favoriser les rencontres et les échanges entre opérateurs algériens et leurs homologues, a-t-on souligné. Initiée par l'agence «Astracos» le slogan «Le tourisme, une

valeur sûre pour un développement durable», cette manifestation a regroupé des professionnels des transports terrestres, aérien, maritime et des représentants d'offices de tourisme et d'agences de voyages, de stations thermales, d'instituts de formation en hôtellerie et tourisme, de centres commerciaux et de location de véhicules, de banques et des assurances. Un stand a été réservé, lors de ce salon, au tourisme de santé (thalassothérapie, thermalisme, esthétique, massage, rééducation fonctionnelle...). Des

sorties touristiques ont été programmées à Oran, Tlemcen et Béni Saf au profit des professionnels et une rencontre entre les représentants de l'Office national du tourisme et son homologue tunisien a été organisée en présence d'acteurs du domaine du tourisme et de l'hôtellerie. En outre, des communications sur le tourisme durable et les recettes de management et une table ronde sur l'investissement touristique ont été animées, de même que des films documentaires sur le tourisme ont été projetés.

## Afrique

### La BAD approuve un fonds d'affectation spéciale de 3 millions de dollars

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé le fonds d'affectation spéciale de la Fondation Rockefeller avec un montant initial de 3 millions de dollars pour soutenir ses cinq priorités, a indiqué l'Institution financière sur son site web. Ce fonds qui sera hébergé par la BAD soutiendra les activités de la Banque, notamment en ce qui concerne deux de ses cinq grandes priorités: nourrir l'Afrique et améliorer la qualité de vie des

peuples d'Afrique, explique la Banque. Des contributions ultérieures peuvent également être reçues pour soutenir d'autres domaines des «High 5s», précise la BAD. Créée en 1913, la Fondation Rockefeller a pour mission de promouvoir le bien-être de l'humanité à travers le monde. Ainsi, la Fondation Rockefeller, avec ses partenaires et ses bénéficiaires, s'efforce de catalyser et d'élargir les innovations transformatrices, de créer des partenariats improbables dans différents

secteurs et de prendre des risques que les autres ne peuvent pas assumer, ajoute la même source. Les objectifs de la fondation concordent avec les efforts de la Banque pour catalyser la transformation de l'Afrique au cours de la prochaine décennie en tirant parti de ses propres ressources et en augmentant considérablement le financement du développement au profit de ses pays membres régionaux (PMR). Le fonds d'affectation spéciale encouragera les efforts conjoints

de la Fondation et de la Banque pour établir un partenariat stratégique susceptible d'aider à la transformation de l'Afrique, note la BAD. Les deux activités ciblées par le fonds fiduciaire sont le soutien à la Plateforme Leadership pour l'agriculture dans le cadre de la priorité de la banque «Nourrir l'Afrique» et le soutien au Programme phare de l'emploi pour la jeunesse en Afrique et améliorer la qualité de la vie pour les populations du Continent noir.

R.E.

Dédoublage de l'évitement de la ville de Boumerdès

# Lancement des travaux de la 2<sup>e</sup> tranche

■ Les travaux de la 2<sup>e</sup> tranche du dédoublage de l'évitement de la ville de Boumerdès, sur une distance de 15 km, ont été lancés par les autorités locales.

Par Lyes B.

Ce projet va raccorder l'échangeur «Ellouz», de l'ouest de la ville de Tidjelabine avec les régions d'El Kerma et Sghirate, du sud de la ville de Boumerdès, sur la RN 24, a expliqué le wali Abderrahmane Madani Fouatih. Le premier responsable de la wilaya a donné le coup d'envoi de ce chantier, inscrit au titre d'une visite d'inspection d'un nombre de projets, au cours de laquelle il a, aussi, procédé au lancement de la nouvelle session de formation professionnelle (février-2018). «Outre le désenclavement de la région, cet axe routier sera d'une contribution certaine dans la fluidification du trafic, dans la ville de Boumerdès, notamment en saison estivale», a-t-il estimé. Inscrit à la réalisation, en 2013, ce projet, doté d'une enveloppe de près de sept milliards de DA, pour un délai de réalisation fixé à 30 mois, a «accusé un retard de 5 ans, à cause des problèmes financiers et d'expropriation foncières, entre autres», a ajouté le wali. Selon le chef de l'exécutif, le chantier de la première tranche de ce dédoublage de voie (5 km) devant relier la ville voisine de Corso (en passant par Tidjelabine) à l'échangeur «Ellouz», menant vers la RN5 est «en voie d'achèvement et sa mise en service officielle est programmée pour le 5 juillet prochain», a-t-il assuré. A noter



qu'un couloir de 15 km, de ce dédoublage de la RN24, longeant le littoral, dans son axe reliant la région d'El Kerma, du chef-lieu de la wilaya, à l'Oued Issers (Cap Djinet), est entré en service en 2016, a indiqué la directrice des travaux publics (DTP), Bouhafsa Naila. Selon sa

fiche technique, le projet s'étend de la ville de Corso, au Nord, en passant par Boumerdès pour rallier Dellys, à l'Est, et de là, les frontières administratives de Tizi Ouzou. Le parachèvement de cette voie double est actuellement inscrit sous le sceau de la «priorité» en vue de raccorder le

littoral de Boumerdes à différentes routes nationales et de wilayas et, partant, «atténuer un tant soit peu les encombrements enregistrés sur cette partie de la route, en saison estivale notamment», a-t-elle souligné. M<sup>me</sup> Bouhafsa a également fait part d'autres projets routiers

visant l'évitement de la ville de Boumerdes, et faisant actuellement l'objet de préparatifs en vue de leur lancement, à l'instar du dédoublage de la RN24, en partant de la cité «El Fouiss» de la ville de Boumerdès, vers son entrée Est, sur 2,5 km.

L. B./APS

Chlef

## Des crédits bancaires pour une quarantaine de diplômés de la formation professionnelle

Une quarantaine de diplômés de la formation professionnelle à Chlef, ont bénéficié de crédits bancaires pour le financement de leurs projets, au titre des dispositifs Ansej (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes) et Angem (Agence nationale de gestion du microcrédit). Lors de la cérémonie de distribution de ces crédits à leur bénéficiaires, tenue en marge du lancement officiel de la rentrée professionnelle de février, les responsables du secteur, Azerrouk Zerraimi a affirmé la poursuite de la coordination entre les dispositifs d'aide à l'emploi et les partenaires économiques, en vue de l'intégration du plus grand nombre possible de diplômés de la formation professionnelle, outre la formation d'une main d'œuvre qualifiée répondant aux besoins du marché local du travail. Quelque 1 942 diplômés, dont 510 éléments féminins ont bénéficié, en 2017, des programmes de l'emploi, a-t-il informé à l'occa-

signant l'introduction de nouvelles spécialités (dont le recyclage et le traitement des déchets, agents de nettoyage urbain, et agent d'entretien des jardins et espaces verts) au diapason des exigences des dispositifs d'aide à l'emploi et des priorités induites par les secteurs employeurs. Selon le directeur de l'annexe Ansej de Chlef, Abdelkader Ghomri, une part léonine de ces financements bancaires a bénéficié au secteur agricole (élevage bovin et ovin, culture maraîchère, culture sous serre, pêche). Une orientation adaptée, a-t-il dit, à la vocation originelle de la wilaya et aux compétences des diplômés. A son tour, le directeur local de l'Angem, Mourad Kerrouche a affirmé la poursuite de ce «partenariat fructueux entre les dispositifs d'aide à l'emploi et la direction de la formation professionnelle, en vue de consacrer le succès des projets d'entreprises». L'opportunité a aussi donné lieu à la

signature d'une convention de partenariat entre la direction de la formation et l'agence Cnac (Caisse nationale d'assurance chômage) de la wilaya, pour la formation de tous les promoteurs des projets Cnac, sans qualifications ou sans niveau. Youcef, un jeune promoteur d'un projet d'élevage ovin, bénéficiaire d'un crédit bancaire, à cette occasion, a exprimé sa joie de «constituer un modèle pour les autres jeunes, désormais convaincus de l'intérêt de la formation et des dispositifs d'aide à l'emploi». Plus de 7 600 offres de formation sont assurées au titre de cette session de février, qui a vu l'introduction de sept nouvelles spécialités liées, entre autres, à la réparation des embarcations de pêche, montage des panneaux photovoltaïques, et conservation et transformation des produits de la pêche.

Hocine A.

Khenchela

## Renforcement de l'alimentation en eau potable de 12 communes

Douze communes dans la wilaya de Khenchela seront renforcées en matière d'alimentation en eau potable (AEP) à partir de l'été prochain à la faveur de la mise en exploitation de 25 puits profonds, dont les travaux de réalisation ont été achevés à 100 %, a indiqué le directeur des ressources en eau (DRE). Affirmant que la réalisation de l'ensemble de ces puits a nécessité la mise en place d'une enve-

loppe financière évaluée à 300 millions de DA, Mohamed Boudjeltia a précisé que l'opération, destinée à équiper ces ouvrages hydrauliques en conduites de pompage et de distribution ainsi que des réservoirs, sera lancée le mois de mars prochain. Un montant estimé à 700 millions de DA a été mobilisé à cette effet. Selon le même responsable, il sera également procédé au raccordement des com-

munes et des groupements d'habitations relevant des localités concernées, à savoir Khenchela, Bouhmama, M'sara, Chelia, Tamza, Yabous, Remila, Mehmal, Baghai, Ain Touila, Babar et Metoussa. Ces nouveaux forages permettront le pompage de 15.500 m<sup>3</sup> par jour en faveur des habitants des dites localités, ce qui contribuera à l'amélioration de la distribution d'eau potable en quantités supplémen-

taires, a affirmé M. Boudjeltia. La wilaya de Khenchela qui compte 21 communes, est alimentée à partir de 166 puits profonds en plus de 23 000 m<sup>3</sup> provenant du barrage de Koudiet Lamdaouar de la wilaya de Batna. Cette capacité sera revue à la hausse durant l'été prochain, conformément aux recommandations du ministre des Ressources en eau, a-t-on signalé.

T. K.

Jijel

## Raccordement de plus de 700 foyers au réseau de gaz naturel

PAS MOINS de 720 foyers ont été raccordés «récemment» au réseau de gaz naturel dans les communes d'El Milia et l'Emir Abdelkader dans la wilaya de Jijel, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Les mêmes services ont précisé que les 720 foyers sont répartis sur les cités de la gare, dans la commune d'El Milia, et Laaricha, dans la commune de l'Emir Abdelkader, détaillant que la première tranche de ce projet, mobilisant 100 millions de dinars, a déjà ciblé 1 481 ménages dans les zones reculees de neuf communes de la wilaya. Les services de la wilaya de Jijel ont également souligné que la prochaine tranche de cette opération à lancer «prochainement» concernera le raccordement au réseau de gaz naturel de 2 721 ménages au chef lieu de wilaya et dans les communes de Taher et El Milia. La wilaya de Jijel enregistre un taux de raccordement au réseau de gaz naturel de l'ordre de 63,02%, selon le directeur local de l'énergie Lemnouar Messaoudi. R.R.



Droits de l'Homme en territoires occupés

# Nécessité d'un mécanisme garantissant l'application entière du droit international

■ Le ministre des Territoires occupés et de la Communauté sahraouie à l'étranger, Bachir Mustapha Sayed, a affirmé, au camp de Smara des réfugiés sahraouis, que la situation détériorée des droits de l'Homme dans les territoires occupés et les souffrances et exactions endurées par le peuple sahraoui nécessitent un mécanisme onusien garantissant l'application entière sur le terrain du droit international humanitaire.

Par Sara H.

« **L**a situation des droits de l'Homme dans les territoires occupés nécessite de hâter l'extension des prérogatives de la mis-

## Mauritanie Les enfants réfugiés seront désormais dotés d'actes de naissance

**LES AUTORITÉS** délivrent, depuis mi-février, des actes de naissance à près de 7 600 enfants nés dans le camp de réfugiés de Mbera depuis 2012. A ce jour, 51 000 réfugiés, qui ont fui la crise dans le nord du Mali, vivent dans ce camp. Et jusqu'à récemment, ces personnes se heurtaient à un certain nombre de difficultés liées à la non délivrance de ce type de document administratif. Cette mesure s'applique aux enfants de réfugiés et aux nouveau-nés. Jusque-là, les familles devaient se contenter d'un certificat de naissance obtenu dans un centre de santé. Et cela ne suffisait pas. Désormais, leurs enfants sont inscrits dans les registres de la population nationale. Munis de leur acte de naissance, ces enfants pourront notamment bénéficier d'une meilleure protection. «C'est un développement remarquable pour la situation des réfugiés en Mauritanie. Avant, l'enfant avait une certification fournie par les structures sanitaires», se réjouit Helena Pes, attachée de presse du HCR en Mauritanie. Il sera par exemple plus facile de les identifier pour les intégrer dans des programmes de prévention contre les mariages précoces, une pratique taboue mais qui existe dans ce camp de Mbera. L'année dernière, le Haut-Commissariat pour les réfugiés a recensé 97 cas de mariages forcés. Or de nombreux cas n'ont pas pu être signalés, faute de pièces d'identité. «En l'absence de documents administratifs, on n'est pas assuré de l'existence même de l'individu. Le simple fait de pouvoir prouver la naissance, c'est déjà une épreuve très importante pour obtenir les droits et la protection dans le pays d'asile. Dans le cas d'un mariage précoce, l'enfant peut être mieux assisté et mieux protégé», développe Helena Pes. Selon le HCR, ces actes de naissance permettront par ailleurs de préparer le rapatriement des réfugiés qui souhaitent rentrer au Mali. **RFI**

sion des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) afin d'englober la protection des droits de l'Homme et de rechercher un mécanisme onusien garantissant l'application entière du droit international humanitaire», a indiqué le ministre sahraoui lors de la conférence internationale sur la résistance pacifique. «Les souffrances du peuple sahraoui continuent du fait de l'obstination marocaine à faire fi du droit naturel du peuple sahraoui à l'autodétermination, ouvrant ainsi la voie à la violation des autres droits, dont ceux d'expression, de rassemblement, d'opinion politique et de constitution d'associations ou d'organisations», a souligné Bachir Mustapha. Il a invité les participants à la conférence internationale sur la résistance pacifique à mettre l'accent sur la nécessité de «placer les questions des droits de l'Homme, du mur de la Honte et de la spoliation des ressources naturelles sahraouies au cœur du combat juridique et du droit humanitaire». Il s'agit, a-t-il dit, d'approfondir le débat sur ces problématiques, afin de réunir les éléments d'une stratégie devant accompagner la



résistance pacifique du peuple sahraoui et de mobiliser les facteurs de pression sur l'occupant marocain pour l'amener à se soumettre à la légalité internationale et au droit humanitaire international. Pour le ministre sahraoui, cette conférence intervient dans le sillage des victoires remportées par la cause sahraouie à différents grands niveaux, à l'exemple des succès réalisés à l'Union africaine ayant confirmé la place de l'Etat sahraoui, et au plan juridique et des droits de

l'Homme à travers la décision d'annulation par la Cour de justice européenne de l'accord UE-Maroc d'échanges agricoles. Bachir Mustapha Sayed a également évoqué les conclusions du Procureur général et la décision dernièrement de la Cour suprême d'Afrique du Sud, à travers son jugement définitif concernant une cargaison de phosphate, d'attribuer sa propriété à la République sahraouie, «ce qui en soi constitue une reconnaissance internationale du droit

revendiqué par le peuple sahraoui». La conférence internationale sur la résistance pacifique entre dans le cadre de la célébration du 42<sup>e</sup> anniversaire de la Proclamation de la République arabe sahraouie démocratique. La célébration comporte aussi plusieurs activités, dont l'organisation du 18<sup>e</sup> marathon de solidarité internationale et des expositions culturelles mettant en relief les différentes étapes de la lutte du peuple sahraoui.

S. H./APS

## Tunisie

### Diminution des réserves de change à 4 milliards d'euros

**L**e stock des réserves en devises en Tunisie a diminué cette semaine à 82 jours d'importation (équivalent de près de 4 milliards d'euros), soit le plus bas niveau historique jamais enregistré depuis 1986, selon la Banque centrale de Tunisie (BCT). Ce stock a enregistré depuis le début de l'année 2018 de fortes pressions, ajoute la BCT dans un communiqué, précisant que cette diminution s'explique par les règlements importants en devises auxquels la Tunisie procède habituellement en début d'année pour la constitution des stocks de matières premières, aussi bien énergétiques, alimentaires qu'industrielles, destinées à soutenir l'activité économique. Ce recul est dû également aux règlements au titre du service de la dette, poursuit la Banque Centrale de Tunisie dans un communiqué. «Le niveau du stock des réserves

devrait se consolider dans la période à venir grâce aux recettes prévues des exportations d'huile d'olive et de dattes, ainsi que des revenus du secteur touristique, outre les retombées positives du raffermissement de la croissance en Europe, un levier important pour les exportations tunisiennes», rassure la BCT. La BCT ajoute que «la Tunisie bénéficiera également de plusieurs ressources de financements extérieurs, notamment pour le financement des investissements publics et privés». La balance commerciale de la Tunisie s'est aggravée à 5,2 milliards d'euros (15 592 millions de dinars tunisiens), à fin 2017, un niveau record jamais atteint auparavant par le pays. Ce déficit était de l'ordre de 4,2 milliards d'euros en 2016, selon l'Institut national de la statistique (INS), qui fait état d'un recul du taux de couverture d'un point par rapport

à l'année 2016 pour s'établir à un niveau de 68,8% contre 69,8%. Pour l'INS, le déficit de la balance commerciale hors énergie s'est réduit à 3,85 milliards d'euros et le déficit de la balance énergétique s'est établi à 1,32 milliard d'euros (25,9% du total du déficit) contre 900 millions d'euros durant l'année 2016. Selon un document, ce déficit est expliqué essentiellement par le déséquilibre des échanges enregistrés avec certains pays, tels que la Chine (1,46 milliard d'euros), l'Italie (702 millions d'euros), la Turquie (617 millions d'euros) et la Russie (366 millions d'euros). L'INS explique ce déficit également, par la hausse des importations de 19,8% à 16,67 milliards d'euros à un rythme plus accéléré que celui des exportations de 18,1% à 11,47 milliards d'euros.

Amel N./Agences

## Libye

### Crainces d'un retour en force de l'Etat Islamique

**L**a branche Libyenne de l'Etat Islamique (EI) a revendiqué un attentat meurtrier, perpétré la veille contre les forces de l'homme fort de l'Est du pays, le controversé Maréchal Khalifa Haftar, dans une opération qui fait craindre un retour en force de l'EI sur l'échiquier libyen. L'organe de propagande de l'EI, Amaq, a indiqué dans un communiqué que l'attaque de mercredi, qui avait fait trois morts et de nombreux blessés, avait été menée par un kamikaze contre un barrage

militaire d'une «milice apostate de Haftar». Cette annonce est la première du genre depuis octobre 2017. L'EI était considéré comme un groupe ayant été totalement anéanti en Libye par les forces du Maréchal Khalifa Haftar et de son rival dans l'Ouest du pays, le gouvernement d'union (GNA). La perte de son fief de Syrte, en décembre 2016, avait été considérée comme le signe de la chute irréversible de l'EI en Libye. Les principaux camps d'entraînement des extré-

mistes islamistes avaient été détruits par les militaires libyens dans les mois qui suivirent. Les victoires successives des forces antijihadistes libyennes avaient poussé les derniers membres affiliés à l'EI à se réfugier dans le centre et le sud désertique du pays. C'est à partir de ces zones au contact avec le Sahel que les djihadistes de l'EI ont réussi à se réorganiser, estiment les observateurs qui alertent sur les risques d'un regain de violence dans le pays. **R. M.**



Iran

# Téhéran se tourne vers l'Est, signe d'impatience vis-à-vis de l'Occident

■ Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a récemment donné un signal fort en faveur du développement des liens avec l'Est, signe de l'impatience de l'Iran face au manque de progrès dans ses relations avec l'Occident.

Par Rosa C.

En 1979, l'un des slogans les plus populaires de la révolution était «Ni Ouest, Ni Est, République islamique», marquant la volonté du nouveau pouvoir de ne favoriser aucune des grandes puissances de l'époque, c'est-à-dire les États-Unis ou l'Union soviétique. Près de quarante plus tard, le numéro un iranien a déclaré il y a quelques jours qu'en matière de politique étrangère, préférer l'Orient à l'Occident (...) est une de nos priorités». Les analystes estiment que ces propos ne changent pas le principe de base de l'Iran rejetant l'influence des puissances étrangères, quelles qu'elles soient. Cela suggère tou-

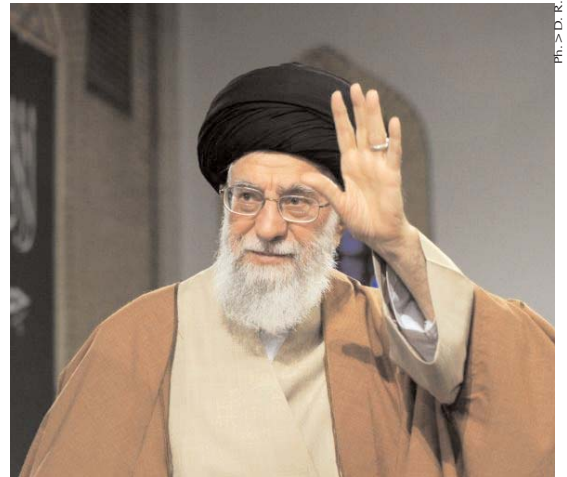
tefois que la dernière tentative de détente avec Washington – grâce à l'accord sur le nucléaire – s'est essouffée. Cet accord a été conclu en 2015 entre l'Iran et les grandes puissances du groupe 5+1 (États-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne). L'ayatollah Khamenei «a souligné à plusieurs reprises que l'accord de 2015 était un test pour voir si des négociations avec l'Occident pouvaient donner des résultats positifs», a déclaré à l'AFP Ellie Geranmayeh, du European Council on Foreign Relations.

«Les dirigeants iraniens estiment que les États-Unis agissent de mauvaise foi (...). La déclaration de Khamenei est un feu vert à la concentration des efforts diplo-

matiques dans les relations avec la Chine et la Russie», a-t-elle ajouté. Les déclarations de M. Khamenei vont de pair avec les menaces du président américain Donald Trump de sortir de l'accord nucléaire et de réimposer des sanctions à l'Iran s'il n'accepte pas de limiter son programme balistique et ses «activités destabilisantes» au Moyen-Orient. Même avant Trump, l'Iran avait déjà le sentiment que Washington ne respectait pas ses engagements, en particulier à cause des sanctions non liées au nucléaire qui entravent, selon Téhéran, ses relations bancaires avec le reste du monde et les investissements étrangers.

Pour soutenir leur position, les responsables iraniens soulignent que l'accord nucléaire insiste sur le fait que les États-Unis doivent «s'abstenir de toute politique qui affecte directement ou de manière défavorable la normalisation des relations commerciales et économiques de l'Iran» avec le reste du monde.

«Dès le premier jour, les États-Unis, sous l'administration (de Barack Obama), ont commencé à violer (...) l'accord», affirme Mohammad Marandi, analyste politique et professeur à l'université de Téhéran. Selon lui, la déclaration de M. Khamenei souligne simplement que les relations avec les pays de l'Est et asiatiques sont beaucoup plus fortes aujourd'hui, en particulier depuis le rapprochement à travers le conflit syrien de l'Iran et la Russie, alliés indéniables du régime de Bachar al-Assad. «Les relations de l'Iran avec la Russie, la Chine et un nombre croissant de pays asiatiques sont aujourd'hui bien



Ph. &gt; D. R.

meilleures qu'avec les pays occidentaux parce qu'ils nous traitent beaucoup mieux», affirme M. Marandi. Ainsi, la Chine est devenue le premier partenaire économique et commercial de l'Iran depuis plusieurs années. Et selon des chiffres officiels sur les échanges commerciaux de Téhéran, entre avril et juillet (premier trimestre de l'année iranienne) 2017, la Corée du Sud se place au troisième rang des pays exportateurs vers l'Iran, la Turquie en quatrième position et l'Inde en cinquième position.

La République islamique s'est montrée très flexible en matière de politique étrangère, estiment des analystes. «L'Iran a adopté une approche pragmatique à l'égard des États-Unis lorsque ses intérêts le recommandaient», affirme M<sup>me</sup> Geranmayeh. Elle faisait notamment référence à la coopération avec Washington en 2001,

au moment de l'invasion américaine de l'Afghanistan pour chasser les talibans du pouvoir. Et en avril 2015, trois mois avant la conclusion de l'accord nucléaire, M. Khamenei avait laissé la porte ouverte à une amélioration des relations avec les États-Unis. «Si l'autre partie cesse son obstination habituelle, (...) nous pourrions alors constater qu'une négociation est possible avec eux sur d'autres sujets également», avait-il déclaré. Les exportations pétrolières de l'Iran ont plus que doublé depuis l'accord nucléaire, qui a permis la levée d'une partie des sanctions internationales, et le commerce avec l'Europe a bondi. Mais les menaces américaines ont refroidi les investisseurs étrangers et les grandes banques internationales, les Européens restant plus vulnérables face aux pressions américaines que les Chinois ou les Russes. R.C.



## Points chauds

### Sanctions

Par Fouzia Mahmoudi

Après dix années de félicité politique, la carrière d'Angela Merkel semble être sur le point de se terminer sur une note dissonante. Si la chancelière a réussi à remporter les élections législatives de septembre dernier, il lui a fallu plusieurs mois pour former un gouvernement alors que sa popularité ne cesse de chuter. En désespoir de cause elle tente son possible pour essayer de convaincre, ses opposants, même parmi son propre camp, qu'elle est encore une fois apte à la tâche. Angela Merkel a promis cette semaine un «renouveau» à son parti conservateur, qui doit approuver sur fond de fronde interne un projet de gouvernement commun avec les sociaux-démocrates après cinq mois d'imbroglio politique en Allemagne. L'Europe également attend que l'Allemagne se dote enfin d'un gouvernement, le quatrième de Merkel, cinq mois après les législatives de septembre qui ont laissé la première puissance économique du continent dans une situation inédite : sans majorité claire et avec une extrême droite en plein essor. «Ce congrès a une mission claire : nous voulons participer à la constitution d'un gouvernement stable et efficace. Les attentes en ce sens sont très claires chez la majorité écrasante des habitants du pays mais aussi au-delà de nos frontières», a résumé Merkel. En présentant à la presse les personnalités qu'elle a choisies pour occuper les portefeuilles réservés à la CDU dans le «contrat de coalition», Merkel n'a pas manqué de tourner les choses à son avantage, rappelant notamment qu'elle avait tenu sa promesse de respecter la parité hommes-femmes. Dans cette équipe, où seuls demeurent deux de ses fidèles membres de la coalition sortante (Peter Altmaier, qui récupère l'Économie, et Ursula von der Leyen, qui conserve la Défense), «je suis maintenant la seule qui a dépassé les 60 ans», a-t-elle aussi souligné. Face aux journalistes, Merkel a insisté sur la nomination d'Anja Karliczek au ministère de l'Éducation. Inconnue du grand public, âgée de 46 ans et élue seulement depuis 2013 au Bundestag, elle a été directrice d'hôtel. Un profil atypique censé montrer que la chancelière a entendu les reproches de ceux qui, telle l'AfD, dénoncent l'incapacité des «partis du système» à promouvoir de nouveaux visages issus de la société civile. La politique politicienne devrait cependant vite reprendre ses droits à l'occasion des élections régionales prévues dans la Hesse en octobre, puis dans la Saxe, le Brandebourg et en Thuringe, en 2019. En cas de mauvais résultats pour la CDU, la chancelière n'aura plus les mêmes cartes pour monnayer le soutien de ses contempteurs. Pourrait alors s'engager une rude bataille de succession entre les deux personnalités qu'elle vient de promouvoir à une semaine d'intervalle. Spahn, nouveau ministre de la Santé d'abord, qui a récemment déclaré que la CDU n'était pas une «une monarchie où l'on décide soi-même de sa succession». Annegret Kramp-Karrenbauer, ensuite, que Merkel a récemment désignée secrétaire générale du parti. Les Allemands semblent aujourd'hui prêts à accueillir de nouveaux dirigeants bien que la transition soit aujourd'hui difficile. Reste à voir surtout si les successeurs de la chancelière réussiront à faire de leur pays la puissance qu'a été l'Allemagne cette dernière décennie. F. M.

## Soudan du Sud

### La moitié de la population souffre de malnutrition

Près de la moitié de la population du Soudan du Sud, un pays ravagé par la guerre civile depuis décembre 2013, est en situation de faim extrême, un chiffre en hausse de 40% sur un an, selon un rapport de trois agences des Nations unies publié hier. En janvier 2018, 5,3 millions de personnes, soit 48% de la population sud-soudanaise, étaient en situation d'insuffisance alimentaire et classées dans les trois niveaux supérieurs de l'échelle IPC, le critère le plus utilisé pour classer la sécurité alimentaire.

Ce chiffre est en hausse de 40% sur un an, selon ce rapport présenté par trois organisations des Nations unies, le Fonds pour l'enfance (Unicef), le Fonds pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

En 2017, le Soudan du Sud avait connu entre février et juin quatre mois de famine, qui avait

affecté environ 100 000 personnes dans les comtés de Leer et Mayendit, dans l'ancien État d'Unité (Nord).

«L'amélioration de l'accès (aux populations) et une aide humanitaire massive ont réussi à contenir la famine l'an passé. Malgré tout, les prévisions en terme d'insécurité alimentaire n'ont jamais été aussi mauvaises qu'elles le sont aujourd'hui», ont indiqué l'Unicef, la FAO et le PAM dans un communiqué commun.

L'ONU considère que la famine n'est pas d'origine climatique, mais est «causée par l'homme». Plus de quatre années de conflit ont limité la production agricole, provoqué la destruction des stocks, engendré une inflation galopante et forcé les gens à fuir leur foyer. «La situation se détériore avec chaque année de conflit, de plus en plus de personnes perdant le peu qu'ils possèdent. Nous sommes d'autant

plus inquiets que la saison de soudure, quand les récoltes sont épuisées, devrait commencer cette année beaucoup plus tôt que d'habitude», a déclaré Adnan Khan, directeur du WFP pour le Soudan du Sud.

Selon les organisations onusiennes, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire pourrait passer à 7 millions si l'aide humanitaire n'augmente pas rapidement. Onze comtés dans le pays sont soumis au risque de famine.

Sans aide, dès le mois de mai, plus de 1,3 million d'enfants âgés de moins de cinq ans encourront le risque de malnutrition sévère.

Alain Noudehou, le coordinateur humanitaire de l'ONU au Soudan du Sud, a indiqué en conférence de presse que seulement 5,5% des 1,7 milliards de dollars (1,3 milliard d'euros) nécessaires pour 2018 avaient été versés.





## Amendement de la loi sur le patrimoine

# Une rencontre nationale à Alger d'ici deux mois

■ Une rencontre nationale sur le patrimoine sera organisée «d'ici deux mois» à Alger, en vue de «mettre à profit ses résultats dans le processus d'amendement de la loi 98-04 relative à la protection du patrimoine culturel», a annoncé, dimanche à Alger, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi.

Par Adéla S.

Lors d'une séance d'audition à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Mihoubi a indiqué que des spécialistes d'Algérie et de l'étranger prendront part à cette réunion qui sera sanctionnée de recommandations qui contribueront à «l'actualisation et l'amélioration de cette loi».

L'un des axes essentiels de l'amendement de ce texte de loi est «la mise des sites archéologiques au cœur d'une dynamique économique associant le secteur privé», en vue de leur conférer «une rentabilité économique...», a expliqué M. le ministre, qui a fait état, dans ce cadre, de la tenue d'une autre réunion avant ce rendez-vous avec le ministère du Tourisme



pour l'étude de ces aspects.

Par ailleurs, M. Mihoubi a mis l'accent sur «l'importance de l'implication de la société civile et

de l'encouragement du secteur privé» dans l'activité culturelle et la coordination avec le ministère du Tourisme afin de faire

connaître le legs culturel algérien et le mettre «au service du tourisme».

Abordant le retard accusé

dans la réalisation de certains projets et dans l'entrée en service de structures réalisées, le ministre a imputé cette situation à «la décision prise par le gouvernement fin 2015, à titre exceptionnel, d'ajourner des projets de réalisation et de création de nouveaux établissements (...) en raison de la situation économique difficile que traverse le pays». M. Mihoubi a fait état, d'autre part, de l'organisation d'un marché des arts plastiques dans sa 1<sup>re</sup> édition à Alger, du 5 au 12 mai prochain, avec la participation de plus de 100 artistes plasticiens de diverses wilayas. Le ministre a précisé que cette manifestation «annuelle» sera un espace pour l'exposition et la vente de tableaux.

A. S./APS

## Audiovisuel dans le monde arabe

### Kaouane plaide pour un regroupement professionnel

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a plaidé, dimanche à Alger, pour un regroupement des professionnels de l'audiovisuel dans le monde arabe pour être au diapason de la révolution numérique et pour davantage de rapprochement en vue de faire face aux programmes subversifs qui menacent leurs sociétés.

Intervenant à l'ouverture des travaux de la réunion périodique annuelle commune entre les coordinateurs radios et télévisions, les ingénieurs en télécommunications et les techniciens des stations terrestres des télévisions et radios arabes, M. Kaouane a mis en avant l'impératif pour les professionnels de l'audiovisuel de s'investir dans un regroupement qui leur permet de s'adapter à la révolution numérique et à la fulgurante évolution technologique en matière de moyens d'information et de communication ainsi que dans les concepts et la relation

du consommateur aux sources d'information.

Evoquant les mutations induites par cette évolution qui a entraîné un changement radical dans la relation de l'individu à la technologie, le ministre a indiqué que l'individu est désormais au cœur du nouveau système médiatique, en tant que partenaire et acteur, qui choisit les programmes audiovisuels qu'il souhaite sur le support qu'il veut, alors qu'il était auparavant un simple consommateur récepteur.

«Le numérique a renforcé le besoin des sociétés en termes de la reconsidération des critères de la réelle domination des nations, désormais liés au développement de l'enseignement, à la production de la culture et à l'efficacité du rôle de l'information et des moyens de communication», a expliqué M. Kaouane.

Pour le ministre, les professionnels de ce secteur doivent

jouer leur rôle dans le soutien du rapprochement interarabe dans le domaine de l'information et des services audiovisuels pour les mettre au service d'une diffusion optimale de l'information et une appréhension juste des problèmes posés à travers «la promotion de la langue du dialogue et de la tolérance et la lutte contre les menaces qui pèsent sur nos sociétés du fait de programmes subversifs».

Il a mis en avant, cependant, le caractère sensible que revêt leur position professionnelle et le rôle qui leur incombe pour être au service des questions décisives de la Nation.

S'adressant aux professionnels du secteur, M. Kaouane leur a rappelé «la grande responsabilité» qui leur incombe dans la recherche de l'information exacte et sa diffusion en temps opportun à travers l'ensemble du monde arabe.

Par ailleurs, il a souligné l'importance de ce genre de

réunions pour le Centre arabe d'échange d'informations et de programmes en ce qu'elles favorisent l'amélioration du rendement professionnel et permettent d'évaluer le niveau d'adaptation du centre aux exigences en matière d'échange de programmes, a-t-il dit.

Le premier responsable du secteur a mis en avant l'importance de ce centre qui est, a-t-il dit, «au cœur de la stratégie arabe de communication», rappelant qu'il dispose de compétences et de moyens matériels et techniques lui permettant d'assumer pleinement son rôle dans le monde arabe».

Treize radios et treize télévisions représentant plusieurs pays, dont l'Égypte, l'Irak, le Qatar, la Tunisie, les Comores et Djibouti, participent aux travaux de la Réunion annuelle des coordinateurs des radios et télévisions arabes (ASBU), abrités par l'Algérie.

En application des recom-

mandations de la commission permanente de la radio relevant de l'ASBU, le Centre arabe d'échange d'informations et de programmes entend, cette année, trouver une nouvelle formule pour passer à la libre circulation de l'information (Free Flow) pour une diffusion en temps réel.

Créé en 1980 et inauguré en 1987 à Alger, le Centre arabe d'échange d'informations et de programmes vise à «promouvoir l'information dans les télévisions arabes par l'échange d'informations entre les instances membres et l'établissement des bases et des règles de cet échange».

Hani T.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Institut Cervantès d'Alger**  
Jusqu'au 28 février 2018 :

Jusqu'au 28 février, découvrez «Artistes de La Casbah» à l'Institut Cervantès d'Alger, sis 9 Khelifa Boukhalfa Alger, à 18h, une exposition vente qui réunira une dizaine d'artistes et artisans dans les différents métiers qui ont fait la réputation du lieu mythique, cœur battant de la capitale algéroise.

**Salle El-Mouggar (Alger)**  
Samedi 10 mars à 19h30 :  
Concert de Marc Lavoine.

L'entrée est sur réservation (2 places maximum) à l'adresse :  
chansonfrancaisemarclavoine2018.alger@if-algerie.com  
**Musée public national d'art moderne & contemporain d'Alger**

Jusqu'au 5 mars :  
1<sup>er</sup> Salon du dessin d'Alger intitulé «Dessinez vos desseins».

## Journées du théâtre réaliste à Tiaret

### La troupe «Malaiket El Masrah» d'Oran remporte «La lionne d'argent»

La troupe «Malaiket El Masrah» d'Oran a remporté le prix «La lionne d'argent» des troisièmes Journées du théâtre réaliste, qui a pris fin dimanche soir à Tiaret.

Ce prix lui a été attribué pour sa pièce «El Wahl», mise en scène par Youcef Guesmi, parmi six troupes participant à ces journées théâtrales.

Le jury, composé du réalisateur Azzeddine Abbar, Mohamed Belkasria, la critique Leila

Benaïcha de l'université de Sétif, Hicham Sekkal de l'université d'Oran et la réalisatrice Tounes Ait Ali, a décerné le prix de la meilleure interprétation masculine à Merouane Lethilouli participant à la pièce théâtrale «El Oued El Gharbi» de l'association «Alouane» d'Ain Sefra, alors que le prix du meilleur rôle féminin est revenu à Karima Mokhtar dans la pièce «Ghadr Imra'a» de l'association «Jil Dahra» de Relizane.

Le prix du meilleur rôle masculin a été attribué au comédien Ouziane Rahmouni dans la pièce «Sin ni» de la coopérative théâtrale «Machahou lferhouhene» de Tizi Ouzou.

Cette coopérative a été couronnée du prix du meilleur texte adapté alors que celui du meilleur metteur en scène a été décerné à Halim Zeddani pour la pièce «Nestenaou El hait» de l'association culturelle «Numidia» de la wilaya de Bordj

Bou Arréridj. L'association «Ichrak» des arts dramatiques de Sidi Khaled (Biskra) a obtenu le prix du jury.

Cette manifestation culturelle de cinq jours est organisée par la coopérative «Ennouat» (noyau) du théâtre de Tiaret avec la contribution des directions de la culture et de la jeunesse et des sports et de la maison de la culture «Ali-Maachi» de Tiaret.

Racim C.



## Championnat du Qatar Bounedjah et Hamroun portent Essad face à El-Ahly

**LES ATTAQUANTS** algériens Baghdad Bounedjah et Youghourta Hamroun ont été les artisans de la victoire de leur équipe, Essad Qatari, en inscrivant les cinq buts de leur équipe devant El-Ahly (5-0) en match comptant pour la 18<sup>e</sup> journée du championnat du Qatar disputé dimanche à Doha. Le goleador algérien, Bounedjah, s'est permis le luxe d'inscrire un quadruple consé-

cutive aux 5<sup>e</sup>, 55<sup>e</sup>, 75<sup>e</sup> et 82<sup>e</sup> minutes avant que son compatriote Hamroun n'inscrive le 5<sup>e</sup> but à la 90'+2. Cette victoire, la 15<sup>e</sup> de la saison pour Essad, lui permet de totaliser 46 points, à deux longueurs du leader Dahil (48 pts) entraîné par l'Algérien, Djamel Belmadi. Lors de la prochaine journée, Essad affrontera justement le leader Dahil dans le match au sommet de la 19<sup>e</sup> journée.

## Championnat de wilaya de karaté do à Oran Les athlètes du club «Plateau blanc» et de l'AS Bushido haut la main

**LES ATHLÈTES** du club Plateau blanc et de l'AS Bushido ont dominé le championnat de wilaya individuel et par équipes de karaté do juniors et espoirs spécialité kumité, disputé samedi à la salle omnisports d'Es-Sénia (Oran). Les jeunes karatékas du club «Plateau blanc» du quartier de «Kouchet El Djir» et ceux de l'AS Bushido ont remporté plusieurs combats en finale filles et garçons devant un public venu nombreux. Cette manifestation sportive, organisée par la ligue oranaise de karaté do en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran et de la Fédération algérienne de karaté do (FAK), a connu une participation de plus de 50 athlètes juniors et espoirs (filles et garçons) issus de 16 clubs de la wilaya d'Oran. Huit catégories de

pois en juniors et six en espoirs filles et garçons étaient concernées par cette compétition, à l'issue de laquelle les athlètes de chaque catégorie se sont qualifiés pour la phase régionale dont le lieu et la date restent à désigner. Le président de la ligue oranaise de karaté do, Tayeb Kaddour, s'est déclaré satisfait de la belle prestation des participants à cette compétition, jugeant le niveau technique très appréciable et encourageant, augurant de grandes potentialités pour l'avenir de cette discipline. Les lauréats de cette phase de wilaya ont été récompensés par des cadeaux, en présence du président de la FAK, Slimane Mesdiou, et de représentants de la direction de la DJS Oran et de membres de la ligue oranaise de karaté do.

## Championnats nord-africains U12 de tennis 10 tennismen en stage

**DIX** jeunes tennismen algériens (5 garçons et 5 filles) effectueront un stage de pré-sélection du 1<sup>er</sup> au 3 mars à Tlemcen, en prévision des Championnats nord-africains par équipes des 12 ans et moins, prévus du 5 au 9 du même mois dans cette ville de l'Ouest algérien. La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne (FAT) a retenu Abdelmalek Abdelhamid, Zerbout Lotfi, Belkacem Zakaria, Chérif Amir et Benguergoua

Wassil chez les garçons, ainsi que Benamar Melyssa, Mebarki Rawane, Ghetta Imène, Boujdemaoui Wissal et Boukhoula Chiraz chez les filles. «A l'issue du stage, six athlètes (3 garçons et 3 filles) seront retenus pour disputer les Championnats nord-africains», a précisé dans un bref communiqué la FAT.

## Championnat d'Algérie de handi-basket Le leader Nour Hamadi garde son invincibilité

**L'ÉQUIPE** de Nour Hamadi, leader du Championnat d'Algérie de handi-basket, continue à préserver son invincibilité, enregistrant sa 11<sup>e</sup> victoire en autant de matchs à M'sila (63-60), lors du choc de la 12<sup>e</sup> journée. Dans un match qui a opposé deux des meilleures équipes de handi-basket en Algérie, Nour M'sila (3<sup>e</sup>, 19 pts) a essayé par tous les moyens de venir à bout de la plus solide formation cette saison, Nour Hamadi qui était difficile à manier durant les quatre quarts-temps et a su sceller le sort de la rencontre pour empêcher les points de la victoire. Un succès qui conforte sa 1<sup>re</sup> position avec 20 points et 1 match en moins, en compagnie

de IIR Boufarik, lui aussi vainqueur à l'extérieur (46-35) face au CBB Arréridj (6<sup>e</sup>, 11 pts).

## Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 (U-20) éliminatoires L'EN défiera la Tunisie au 1<sup>er</sup> tour

**L'**équipe nationale de football des moins de 20 ans (U-20) sera opposée à son homologue tunisienne au premier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 au Niger, selon le tirage au sort effectué au Caire, a rapporté dimanche la Fédération

# Equipe A' Madjer écourte le stage

■ Le sélectionneur national, Rabah Madjer, a décidé d'écourter le stage de la sélection nationale des locaux qui devrait s'achever aujourd'hui, alors qu'il a débuté avant-hier après-midi.



Par Mahfoud M.

**L'**e driver des Verts n'a pas voulu entrer en conflit avec les clubs concernés par les compétitions africaines et qui ont besoin de leurs joueurs pour disputer les matchs avancés. Ce stage a été programmé beaucoup plus pour garder le contact avec les joueurs et les mobiliser en vue d'autres stages plus importants qui auront lieu, vu qu'il compte organiser des matchs amicaux pour voir certains éléments du cru à l'œuvre dans le but de leur faire appel afin de figurer dans la sélection première avec les joueurs pro-

fessionnels évoluant dans les championnats étrangers et européens surtout. A préciser que Madjer a quand même programmé un match d'application à la fin de la séance d'aujourd'hui qui lui permettra de voir à l'œuvre tout le monde. Le sélectionneur national devrait continuer de travailler avec ces joueurs pour tenter de gagner un nouveau groupe qui aura son mot à dire à l'avenir. Il faut savoir que le coach de l'EN est toujours à la recherche d'un noyau local sur lequel il s'appuiera à l'avenir, lui qui a surpris plus d'un avec la convocation de Belkalem qu'il souhaite retremper dans le bain même si ce dernier vient tout

juste de reprendre la compétition avec son club, la JSK. Sur un tout autre dossier, on apprend que l'ex-gardien international, Lounes Gaouaoui, est tout proche d'être recruté par la FAF pour être l'entraîneur des gardiens de but de la sélection nationale. Ce dernier n'attend que le retour du boss de la Fédération, Kheireddine Zetchi, pour conclure et procéder à la signature de son contrat afin de débiter sa mission avec les Verts. Il remplacera Aziz Bouras qui a décidé de démissionner de son poste pour des raisons personnelles.

M. M.

## Ligue 1 (21<sup>e</sup> journée) / Classement des buteurs Darfalou talonne Abid

**L'**attaquant de l'USM Alger, Oussama Darfalou, auteur de son 12<sup>e</sup> but personnel samedi lors du derby de la capitale face au MC Alger (2-2), a conforté sa deuxième place au classement des buteurs du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, au terme de la 21<sup>e</sup> journée. L'enfant de Boussaâda peut se targuer d'avoir inscrit le but le plus rapide dans l'histoire des confrontations historiques face au MCA, en parvenant à secouer les filets du portier Faouzi Chaouchi au bout de 24 secondes seulement. Le buteur maison de la JS Saoura, Mustapha Djallit, troisième au classement avec 10 buts, est de nouveau resté muet lors de la réception samedi du CR Belouizdad (1-1). L'ancien joueur

du MC Alger et de l'ES Sétif n'a plus marqué depuis la 17<sup>e</sup> journée de la compétition, puisque sa dernière réalisation remonte à la 16<sup>e</sup> journée face à la JS Kabylie (2-0). L'attaquant du CS Constantine, Mohamed Amine Abid, auteur de l'unique but de son équipe vendredi à domicile face à l'US Biskra (1-0), avait consolidé sa position en tête avec 14 buts, égalant du coup le

nombre de buts inscrits par le meilleur buteur du précédent exercice (2016-2017) Ahmed Gasmi (NA Hussein-Dey) auteur de 14 réalisations, dont 8 sur penalty. L'attaquant de la lanterne rouge, l'USM Blida, Samy Frioui est en train de monter en puissance, parvenant à signer son 9<sup>e</sup> but lors de la victoire décrochée à domicile face au DRB Tadjenanet (1-0).

### Classement des buteurs :

14 buts : Mohamed Amine Abid (CS Constantine)  
12 buts : Oussama Darfalou (USM Alger)  
10 buts : Mustapha Djallit (JS Saoura)  
9 buts : Samy Frioui (USM Blida)  
6 buts : Mohamed Touni (MC Oran), Zakaria Naidji (Paradou AC)  
5 buts : Hamza Banouh (USM El-Harrach/ES Sétif), Sid-Ali Yahia Chérif (JS Saoura), Adil Djabout (JS Kabylie).

au 2<sup>e</sup> tour programmé au mois de mai prochain. Par ailleurs, l'équipe nationale des U-20 s'est imposée samedi face au Qatar (2-0) en match amical disputé à Tabarka en Tunisie. «Dans un match d'un bon niveau, les Algériens ont fait preuve de beaucoup de solidité et d'un mental d'acier pour faire face au jeu agressif de l'adversaire», écrit la FAF. Les deux buts de la partie ont été l'œuvre de Zerrouki Merouane (Paradou AC) et de Zerdoum Redouane (NA Hussein-Dey).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Habitat

### Logement : plus de 16 000 demandes formulées par les expatriés

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a affirmé hier à Alger que 16 074 demandes formulées par des membres de la communauté nationale établie à l'étranger avaient été enregistrées jusqu'à jeudi dernier, pour bénéficier des logements promotionnels publics (LPP), réservés à la communauté, et ce depuis l'ouverture des inscriptions le 1<sup>er</sup> février en cours. Lors d'une réunion avec la Commission de l'habitat et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a précisé que suite aux instructions du président de la République pour la prise en charge des demandes de cette catégorie (communauté nationale à l'étranger), il lui a été consacré un programme de logement finalisé, comportant 2 247 unités réparties sur 24 wilayas. Les souscripteurs à ce programme sont établis dans 93 différents pays. Actuellement, les procédures réglementaires liées à cette formule sont en cours de

finalisation, en coordination avec le ministère des Affaires étrangères, suite à l'amendement du décret exécutif n° 14-203 du 15 juin 2014, fixant les conditions et les modalités d'acquisition du logement promotionnel public (LPP), en vue d'inclure cette catégorie. Après l'examen de 16 074 demandes, 9 779 souscripteurs ont choisi leurs sites, tandis que 6 295 autres ne l'ont pas encore fait, outre 3 946 dossiers soumis au ministère des Affaires étrangères pour enquête, au niveau des consulats et 15 000 autres souscripteurs faisant l'objet d'une enquête au niveau du fichier national du logement. Le ministre a annoncé l'organisation de salons à l'étranger, sous forme de portes ouvertes, en vue d'informer la communauté algérienne du déroulement de l'opération. Il sera procédé également, selon le ministre, à la consécration d'un espace sur le site de l'agence, réservé aux inscriptions de la communauté, selon les moyens disponibles à travers les wilayas. H. Y.

## Recrutement

### La 2<sup>e</sup> édition «Evènement Networking» en mars à Alger

LA DEUXIÈME édition de la rencontre «Evènement networking RH» du cabinet de conseil en recrutement International talents network (ITN), spécialisé dans le repérage de compétences et talents algériens en Algérie et à l'étranger, sera organisée le 3 mars prochain à Alger. Cette manifestation intitulée «kafaa to come» prévoit d'offrir quelque 300 postes d'emploi au profit de la diaspora algérienne, proposés par une quarantaine d'entreprises algériennes qui activent dans plusieurs secteurs, notamment, les domaines de la télécommunication, l'industrie pharmaceutique, l'agroalimentaire et les nouvelles technologies, a indiqué, hier à Alger, la directrice de l'ITN, Amina Kara Mecheti, dans une conférence de presse. Selon les organisateurs, cet événement vise à

«réunir les compétences algériennes dans le monde ayant des profils internationaux du middle et top management, pour les impliquer dans le processus de développement du pays, à travers l'établissement d'un dialogue direct, des entretiens de recrutement et des contacts d'information». Il est aussi dédié aux compétences algériennes du monde pour partager leurs expériences dans le domaine de l'entrepreneuriat. «Un espace sera réservé aux conférences thématiques et tables rondes d'information animées par des spécialistes et experts dans le domaine économique, autour de plusieurs thèmes liés au développement de l'entreprise, aux opportunités d'investissement et des dispositifs d'accompagnement en la matière», a-t-il ajouté.

Yanis F.

## Trafic de drogue à Béjaïa

### Trois individus dans les mailles de la police

TROIS dealers âgés entre 22 et 44 ans ont été arrêtés par les éléments de la brigade stupéfiants de la police judiciaire de la sûreté de wilaya, a-t-on appris hier de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les policiers ont arrêté les deux premiers individus répondant aux initiales Y.A. alias «Mamou» et D.J. M. qui était à bord d'une voiture et qui a tenté de fuir. L'arrestation de ce dernier est intervenue suite à une opération de surveillance du premier dea-

ler qui a conduit la police à son compère qui sera arrêté à son tour, précise-t-on. Le troisième individu a été arrêté à la suite de l'enquête. Il s'agit d'un individu répondant aux initiales de B.K. A la fin de l'enquête, les trois dealers ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa pour détention, commercialisation et transport de drogue. Ils ont été écroués, précise notre source.

H.C.

## Situation des droits de l'homme en Algérie



Djalou@hotmail.com

## Tizi Ouzou

### Des braqueurs de magasins et un escroc arrêtés

■ Des malfaiteurs spécialisés dans l'attaque à l'arme blanche contre des commerçants ont été interpellés au courant de la semaine écoulée à Bouzeguène, a indiqué la cellule de communication de la sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou dans un communiqué.

Par Hamid Messir

C'est «suite à la plainte d'un commerçant demeurant à Bouzeguène pour menaces avec arme blanche, suivies de vol, perpétrées par deux individus», que «les éléments de la sûreté de daïra de Bouzeguène ont entrepris des recherches qui ont abouti à l'identification des auteurs, au nombre de quatre, dont trois ont été arrêtés, parmi lesquels deux repris de justice âgés respectivement de 32 et 28 ans, et un autre individu âgé de 22 ans, demeurant à Bouzeguène, Béni-Douala et Zhun Sud à Tizi Ouzou», selon les précisions fournies par la même source. Les malfaiteurs ont profité au moment de la fermeture du commerce ciblé (un kiosque multiservices) pour s'y introduire, prétextant un achat, pour ensuite brandir une arme blanche et menacer le commerçant, le sommant de leur remettre l'argent de la caisse et des téléphones portables, avant de prendre la fuite à bord d'un véhicule, emportant près de 36 millions de centimes et deux

téléphones mobiles. Présentés au Parquet d'Azazga la semaine écoulée, les trois mis en cause ont été mis en détention préventive pour «association de malfaiteurs en vue de la commission d'un délit, vol qualifié avec usage d'un véhicule, et menaces avec arme blanche». Tandis que le quatrième individu, identifié, demeure activement recherché. Toujours selon la cellule de communication de la sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou, les éléments de la sûreté de la daïra de Mekla ont mis fin, la semaine écoulée, aux agissements d'un escroc qui s'était emparé de la somme de 450 millions de centimes lors d'une transaction portant sur la vente d'un véhicule automobile. Identifié, le mis en cause (40 ans) a été interpellé à son domicile sis à Draa Ben Khedda. Un matériel informatique qui servait dans des affaires analogues, a été saisi. Présenté au Parquet d'Azazga pour escroquerie, il a été mis en détention préventive, tandis que son acolyte, identifié, demeure activement recherché.

### Déboîtement d'une conduite de refoulement : des régions du sud de la wilaya privées d'eau

Plusieurs localités du sud de la wilaya de Tizi Ouzou sont privées d'eau potable depuis vendredi dernier en raison du déboîtement d'une conduite de refoulement du transfert depuis le barrage Koudiet Ousserdoune (Bouira). Cette coupure provoquée par un glissement de terrain affecte depuis les populations des localités Frikat, Ain-Zaouia (en partie), Boghni, Bounouh, Assi-Youcef, Mechtras, Tizi-N'tleta et Ouadhias quant à l'alimentation en eau potable, a précisé la cellule de communication de l'Algérienne des Eaux (ADE) de Tizi Ouzou. Les travaux engagés pour la réparation de la conduite de diamètre 800 mm ne devaient prendre fin que dans la soirée d'hier, selon la même source. Un retour à la normale devrait intervenir aujourd'hui par la reprise de l'alimentation des régions précitées.

H. M.